Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 56 (1976)
Heft: 4

Artikel: Les contrastes de la conjoncture française
Autor: Pelletier, Robert
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887478

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ROBERT PELLETIER

Les contrastes de la conjoncture française

Sans vouloir attacher une importance excessive à l'indice mensuel de la production industrielle, instrument statistique dont les économistes français connaissent bien les imperfections, il est intéressant de constater qu'en septembre 1976, il a pratiquement rejoint les plus hauts niveaux atteints en 1974. En ce qui concerne la Production Intérieure Brute qui inclut les services, nous ne disposons pas de chiffres très récents, mais il est vraisemblable que les sommets précédents ont été dépassés.

Avec le recul, il apparaît donc que la reprise a eu une vigueur comparable à celle des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale. C'est là une performance honorable, surtout si l'on tient compte du fait que l'expansion s'est interrompue plus tard en France que chez ses grands partenaires. L'épreuve a montré que l'économie française avait une assez bonne capacité de résistance.

Cependant, si le ressort n'est pas brisé, il est incontestable que l'évolution récente ne peut être qualifiée de satisfaisante.

A cet égard, il faut d'abord noter que la situation des différents secteurs se caractérise par une très grande disparité. L'automobile et la construction électrique par exemple ont retrouvé dans l'ensemble une certaine prospérité. Ce n'est pas le cas de plusieurs branches industrielles importantes. Les biens intermédiaires restent à la traîne. Sidérurgie, papeterie, textile, engrais constituent autant de points noirs. Leurs difficultés structurelles se sont aggravées avec la crise et le durcissement de la concurrence internationale ne leur a pas permis de récupérer leurs pertes.

D'autre part, sur un plan global, beaucoup reste à faire. Même s'il convient d'interpréter avec précaution les statistiques de demandes d'emploi non satisfaites, la persistance d'un chômage élevé ne peut être mise en doute. Il serait nécessaire que la reprise se consolide et se développe. Or la conjoncture donne des signes manifestes de dégradation.

Le ralentissement de la croissance de la production au printemps dernier, après deux trimestres au moins d'expansion très rapide, correspondait sans doute à une normalisation inévitable, mais aujourd'hui la plus grande incertitude règne sur le point de savoir si cette décélération ne va pas se poursuivre au-delà de ce qui était prévisible. Le relais n'a pas été pris par l'investissement et les perspectives d'activité sont moins favorables qu'on ne l'envisageait communément il y a six ou huit mois.

Le phénomène en cause n'est pas isolé. Dans la plupart des pays, on observe une pause. Sans en tirer des conclusions trop pessimistes, il en ressort que l'essor des exportations risque fort de ne pas suffire à soutenir l'activité. Là n'est pas cependant le plus préoccupant. Ce qui importe davantage, c'est le fait que la reprise a été moins saine qu'aux Etats-Unis ou en Allemagne fédérale et qu'elle apparaît par conséquent plus fragile.

Les déséquilibres dont souffre l'économie française sont connus. Il s'agit du déficit de la balance commerciale : en dépit des progrès accomplis dans la vente de biens d'équipement, en dépit d'une place de quatrième exportateur mondial, notre pays doit encore développer ses efforts pour pénétrer sur les marchés étrangers. Il s'agit aussi du rythme excessif de la hausse des prix.

La sécheresse, le renchérissement des matières premières et la baisse du franc ont contribué à aggraver ces deux déséquilibres. Toutefois, au-delà d'accidents conjoncturels, il y a probablement lieu d'incriminer une distribution du revenu national peu conforme aux impératifs de la stabilité. Tandis que la progression excessive des salaires entretient l'inflation et affaiblit la capacité concurrentielle de l'industrie, la médiocre situation financière des entreprises limite les possibilités d'investissement. La productivité et la compétitivité s'en ressentent.

Depuis le début d'octobre, le Gouvernement a mis en place un nouveau plan de lutte contre l'inflation. Certaines des méthodes utilisées peuvent être critiquées. Ainsi le blocage des prix pour quelques mois risque de détériorer encore les comptes des entreprises. Néanmoins, l'accent a été mis à juste titre sur le freinage de la hausse des rémunérations.

Incontestablement, les sacrifices demandés aux sociétés et aux ménages sont justifiés par l'importance de l'enjeu. D'autre part, les chances de succès sont réelles, si le Gouvernement parvient à stabiliser le Franc et donne l'exemple de la rigueur dans ses négociations avec les salariés du secteur public.

Toutefois, il faudra veiller à éviter un ralentissement trop prononcé de l'activité et une chute des investissements, car il en résulterait un alourdissement des coûts et à plus long terme un risque de multiplication des goulots de production. Il faudra également mettre de l'ordre dans la gestion du secteur public et de la Sécurité Sociale, si l'on veut que soit durable le rétablissement des grands équilibres qui est la condition de la prospérité.